

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 22 AU 28 NOVEMBRE 2025

NUMÉRO 9

**PLUS DE 300 GRÉVISTES
POUR REVALORISER LES
SALAIRES DE GROUPAMA**

**LA DÉLOCALISATION
D'ULTRA PREMIUM DIRECT
NE PASSE PAS**

**L'ORÉAL INVESTIT DANS
UN NOUVEAU LABO**

**DOUZE ORGANISATIONS
PATRONALES PUBLIENT UNE
TRIBUNE DANS LA PRESSE**

**CINQ REPRENEURS
POTENTIELS POUR LES
PAPÈTERIES DE CONDAT**

RAS-LE-BOL PÉNITENTIAIRE DANS LES PRISONS SATURÉES

Dans les maisons d'arrêt de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) et de Vivonne (Vienne), la surpopulation carcérale atteint des niveaux critiques. À **Bayonne**, 161 détenus occupent 75 places, parfois à quatre dans 9 m² sans douche, tandis que les surveillants manquent d'effectifs et de moyens. La Direction interrégionale annonce sept renforts pour l'été 2026 et l'ouverture d'un nouvel établissement à Pau en 2029, des réponses jugées insuffisantes par la CGT et FO pénitentiaire.

À **Vivonne**, où 474 détenus s'entassent pour 242 places, les agents manifestent aujourd'hui pour dénoncer une insécurité permanente, le manque d'une trentaine de surveillants et l'épuisement lié aux heures supplémentaires. Ils réclament des solutions durables, davantage de places ou des alternatives à l'incarcération.

(SOURCES :Sud Ouest toutes éditions, 28/11/2025, p. 8 ; Ici Poitou, 28/11/2025, en ligne)

VOTRE ANNONCE ICI

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR





REVENDICATIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE SYNDICAT POLICIER UNITÉ 64 INTERPELLE LE MINISTRE SUR LES MOYENS EN BERNE...

Lors du congrès extraordinaire du syndicat Unité à Talmont-Saint-Hilaire (Vendée), mercredi dernier, son secrétaire départemental pour les Pyrénées-Atlantiques a interpellé le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, pour demander des renforts pérennes dans les commissariats du département. Il évoque des équipes de nuit en souffrance, confrontées à des violences armées, au trafic de stupéfiants et à l'immigration clandestine. Pour le syndicat, seule une présence policière renforcée permettra d'assurer la sécurité.

SOURCES La République des Pyrénées,
24/11/2025, p. 5

... ET ALLIANCE MONTE AU CRÉNEAU APRÈS LES BLESSURES DE DEUX POLICIERS

Dans la nuit de samedi 23 à dimanche 24 novembre, deux policiers de la Brigade anticriminalité (BAC) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) ont été blessés lors de l'interpellation d'un individu après le vol d'un sac à main dans un bar du Petit Bayonne. Selon le syndicat Unsa police, l'homme s'est rebellé, blessant les fonctionnaires à l'épaule et au dos. Les deux auteurs ont été placés en garde à vue. Le syndicat demande une sanction pénale ferme pour rappeler que l'intégrité physique des policiers n'est pas négociable.

SOURCES Sud Ouest Béarn & Soule,
24/11/2025, p. 15

LANDES

GRÈVE CHEZ CHEMVIRON À PARENTIS-EN-BORN CONTRE LE MANQUE DE PERSONNEL

Depuis lundi, une vingtaine de salariées de l'usine Chemviron, à Parentis-en-Born (Landes), poursuivent une grève illimitée pour dénoncer le manque de personnel. Les représentants réclament des recrutements adaptés, un environnement de travail respectueux et aucune baisse de salaire dans le cadre de la réorganisation en cours. Les discussions menées avec la direction n'ont pas abouti. Le secrétaire général de l'UD-CGT des Landes, a apporté son soutien aux grévistes.

SOURCES Sud Ouest Landes,
28/11/2025, p. 16

DEUX-SÈVRES / GIRONDE

PLUS DE 300 GRÉVISTES POUR LA REVALORISATION DES SALAIRES DE GROUPAMA DANS LA RÉGION

Mardi, plus de 110 salariés de Groupama Centre Atlantique se sont rassemblés devant le siège de Niort pour réclamer une revalorisation générale des salaires. L'appel à manifester a été lancé par les cinq syndicats de l'entreprise : CFTD, FO, CGT, CFTC et CFE-CGC. Les grévistes dénoncent les premières propositions de la direction, qui proposait 300 € forfaitaires pour les salariés gagnant moins de 32 000 € annuels et 1,2 % de la masse salariale en augmentations individuelles. Dans le même temps, 150 employés de l'assureur se sont réunis devant le siège de Groupama Gan Vie à Mérignac, en Gironde, demandant eux aussi de nouvelles négociations en faveur des 800 salariés employés localement.

SOURCES La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
26/11/2025, en ligne.
sudouest.fr, 25/11/2025, en ligne.



Varions les sources

Envoyez-nous
vos communiqués

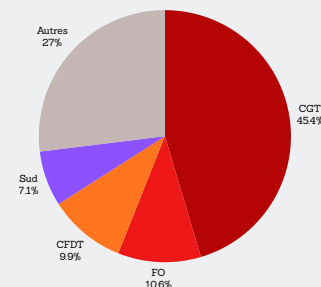
info@aquisocial.fr



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

La médiatisation des syndicats dans la PQR en Nouvelle- Aquitaine

Constatée par notre revue
de presse, sur la période du
15/09 au 28/11/2025.





REVENDICATIONS

CHARENTE

DOUZE ORGANISATIONS PATRONALES PUBLIENT UNE TRIBUNE DANS LA PRESSE

Douze organisations patronales charentaises publient ce vendredi dans le quotidien *Charente Libre* une tribune dénonçant les 50 milliards d'euros de nouvelles taxes prévues dans le budget 2026. Elles fustigent une « surréglementation croissante » et la remise en cause de dispositifs d'apprentissage, d'investissement ou de transmission.

Le futur président de l'Union patronale, déplore un « bordel administratif » paralysant les entreprises locales, un constat partagé par la chambre d'agriculture et la chambre de métiers.

Les signataires alertent sur un risque de ralentissement économique et appellent à davantage de stabilité pour « continuer à entreprendre et investir en Charente ».

SOURCES

Charente Libre,
28/11/2025, p. 5-7

DORDOGNE

CINQ REPRENEURS POTENTIELS POUR LES PAPETERIES DE CONDAT, DÉCISION EN JANVIER

Placées en redressement judiciaire depuis fin octobre, les papeteries de Condat, au Lardin-Saint-Lazare en Dordogne attirent cinq candidats à la reprise, ont indiqué mercredi les administrateurs lors d'un point d'étape au tribunal spécialisé de Bordeaux, en présence de l'intersyndicale CGT, FO et CFE-CGC. Parmi eux : la Scic Condat Papers, portée par la CGT et soutenue par Finesta, qui propose un rachat symbolique pour maintenir l'activité ; la Société de participation de la Braye, offrant 1 million d'euros pour transformer le site en « techno park » avec seulement 20 salariés repris ; les groupes Riccobono et Fedrigoni ; et enfin une société majeure basée à New Delhi. Une décision est attendue fin janvier, après dépôt des offres avant Noël et une audience.

SOURCES

Sud Ouest toutes éditions,
27/11/2025, p. 4

Notre baromètre social

Méthodologie. Nous proposons une tendance du climat social des territoires en Nouvelle-Aquitaine, en croisant différents indicateurs médiatiques, relevés par nos soins dans la PQR jour après jour, et statistiques, fournis par des organismes officiels.

Chaque département reçoit une note sur dix, moyenne des critères négatifs et positifs, calculés pour 10 000 salariés employés (la région en compte 2,5 M), afin de permettre une comparaison significative en dépit des disparités du nombre de salariés entre les secteurs. Plus la moyenne est élevée, meilleur nous semble le climat social du territoire.

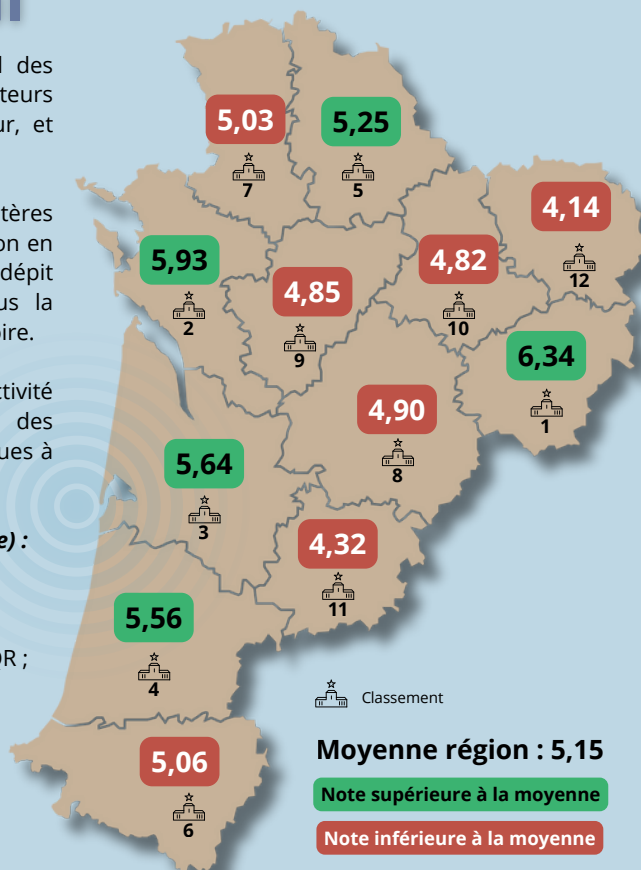
Il s'agit strictement d'un sentiment, à l'instant t, fonction de l'activité médiatique, et forcément en partie biaisé par la propension des travailleurs à communiquer mais aussi par les intérêts journalistiques à refléter leurs actions, au gré des rédactions.

Indicateurs négatifs (plus le taux est élevé, moins la note est bonne) :

- Taux de chômage - Insee ;
- Taux de revendications (grèves, manifestes, etc.) - PQR ;
- Plans sociaux - PQR ;
- Conflits du travail portés devant les tribunaux et médiatisés - PQR ;
- Taux d'accidents du travail - Carsat.

Indicateurs positifs (plus le taux est élevé, meilleure est la note) :

- Investissements - PQR ;
- Initiatives en faveur de l'emploi et de la formation - PQR ;
- Créations d'entreprises - Insee ;
- Besoins en main d'œuvre - France Travail ;
- Accords d'entreprises signés - Légifrance.





REVENDICATIONS

CHARENTE-MARITIME / GIRONDE

UNE GRÈVE DES TER POUR PROTESTER CONTRE LE MANQUE DE PERSONNEL

Un mouvement social local des agents de SNCF Réseau a fortement perturbé la ligne La Rochelle-Bordeaux entre mercredi et hier. Les TER au départ des deux villes entre 16 h 30 et 8 h ne circulaient pas jusqu'à jeudi matin. À Saintes, la CGT annonçait un suivi « quasi total » parmi les agents du service électrique, qui dénoncent manque de personnel, faible reconnaissance et formations déléguées au privé.

SOURCES Ici La Rochelle, 26/11/2025, en ligne.

CREUSE

LA CGT CHEMINOTS DÉNONCE LA FERMETURE DES GUICHETS LE WEEK-END DANS DEUX GARES

À partir du 13 décembre, les gares de La Souterraine et de Guéret, dans la Creuse, n'auront plus de guichet le week-end, alerte la CGT Cheminots. Le syndicat dénonce un service essentiel sacrifié, pointant un désengagement financier. À La Souterraine, la fermeture totale laissera les voyageurs dehors, faute de personnel technique. À Guéret, seul l'accès au hall restera possible grâce à la présence d'un aiguilleur.

SOURCES Ici Creuse, 25/11/2025, en ligne.

GIRONDE

UNE SOIXANTAINES D'ENTREPRENEURS MANIFESTENT CONTRE LA HAUSSE DE LA TAXE

Une soixantaine de commerçants et artisans des Portes de l'Entre-deux-Mers (Gironde) ont manifesté lundi à Latresne contre la flambée de la CFE 2025, multipliée jusqu'à cinq pour certains.

Les manifestants ont échangé avec le président de la communauté de communes, qui a évoqué l'alignement sur les intercommunalités voisines et des besoins de financement pour le développement économique. Les élus devaient se réunir ce mercredi pour étudier baisses, échelonnements et aides pour 2025-2026.

SOURCES Sud Ouest Bordeaux Agglo, 26/11/2025, p. 17

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

UNE SOIXANTAINES DE MÉDECINS EN SOUTIEN À LEURS COLLÈGUES CONVOQUÉS

Vendredi passé, une soixantaine de médecins ont manifesté sur le parvis de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour soutenir trois confrères convoqués pour le nombre jugé trop élevé d'arrêts de travail qu'ils prescrivent. Le collectif Comeli 64 dénonce des procédures « inadaptées » et un « délit statistique », tandis que la CPAM insiste sur la nécessité de contrôler l'évolution des dépenses. Les trois médecins seront fixés début décembre.

SOURCES Ici Pays Basque, 21/11/2025, en ligne.

CHARENTE-MARITIME

LES ÉLUS DU CSE DE NDC FOUNDRY LANCENT UN SOS À ROCHEFORT

Vendredi dernier, trois élus du CSE de NDC Foundry, à Rochefort, en Charente-Maritime, ont lancé un appel public pour sauver leur fonderie, en redressement judiciaire depuis juin. À dix jours d'une audience décisive au tribunal de commerce de La Rochelle, la trésorerie est passée dans le rouge. Les 81 salariés reprochent au PDG, également propriétaire des murs via sa holding, de refuser de baisser un loyer de 43 280 € mensuels, alors qu'il manquerait, disent-ils, moins de 100 000 € pour franchir le cap avant la reprise attendue des commandes en janvier.

SOURCES Sud Ouest Charente-Maritime, 24/11/2025, p.18





REVENDICATIONS

LOT-ET-GARONNE

LA DÉLOCALISATION D'ULTRA PREMIUM DIRECT MOBILISE LES ÉLUS LOT-ET-GARONNAIS

L'annonce par Inspired Pet Nutrition de transférer en Ille-et-Vilaine son unité de fabrication des aliments pour animaux Ultra Premium Direct, aujourd'hui installée à Estillac, en Lot-et-Garonne, suscite une vive inquiétude. À la veille des négociations de reclassement des 73 salariés concernés, l'Agglomération d'Agen et la CCI dénoncent la brutalité de la décision, touchant aussi des fonctions supports. Elles exigent qu'IPN assume sa « responsabilité sociale » en finançant formations, reconversions et accompagnement, et qu'elle compense le préjudice subi par le territoire et ses sous-traitants.

SOURCES Sud Ouest Lot-et-Garonne, 27/11/2025, p. 12

LES AGENTS DU DÉPARTEMENT TOUJOURS OPPOSÉS À LA BAISSE ANNONCÉE DU FORFAIT REPAS

Les agents du Conseil départemental de Lot-et-Garonne ont cessé leurs activités vendredi dernier pour protester, une nouvelle fois depuis début octobre, contre le projet d'abaissement du forfait repas. La présidente avait proposé un forfait de 13 €, mais la mesure ne satisfait pas les agents, principalement de catégorie C. Un nouveau Comité social territorial est prévu début décembre.

SOURCES Sud Ouest Lot-et-Garonne, 22/11/2025, p. 14

DORDOGNE

LES MAIRES DU BERGERACOIS BLOQUENT LES CAMIONS POUBELLE POUR PROTESTER

Vendredi dernier de bon matin, seize maires du Bergeracois, à l'appel de celui de Bergerac, ont bloqué le départ des camions du SMD3, syndicat départemental des déchets de la Dordogne. Ils protestent contre la suppression annoncée de la collecte en porte-à-porte dans 17 communes, au profit des points d'apports volontaires. Les élus dénoncent un manque de consultation et la dégradation des points de collecte.

SOURCES France 3 Nouvelle-Aquitaine, 21/11/2025, en ligne.

DORDOGNE

DES DIZAINES D'AGRICULTEURS SUR DEUX RONDS-POINTS, UNIS CONTRE LE MERCOSUR

Mardi, des dizaines d'agriculteurs se sont rassemblés sur les ronds-points de Creysse et Excideuil, en Dordogne, pour exprimer leur opposition au Mercosur et à la baisse de 20 % du budget de la PAC. Une cinquantaine de personnes étaient présentes à Creysse, et environ 80 à Excideuil, avec une dizaine de tracteurs. Organisée par la FDSEA locale, la mobilisation visait aussi à alerter sur les problèmes sanitaires bovins et les négociations commerciales impactant le secteur. Les agriculteurs prévoient de se réunir à nouveau avant le sommet du 18 décembre.

SOURCES Dordogne Libre, 26/11/2025, p. 10

LA COORDINATION RURALE SE RASSEMBLE DEVANT LA DDETSPP DE PÉRIGUEUX

Hier, une vingtaine d'agriculteurs du syndicat de la Coordination rurale, accompagnés de quatre tracteurs, ont manifesté devant la DDETSPP de Périgueux pour dénoncer les mesures sanitaires du ministère de l'Agriculture, notamment l'abattage systématique des volailles pour la grippe aviaire et la gestion de la dermatose nodulaire contagieuse. Les représentants ont été reçus par les services pour un échange sur leurs revendications.

SOURCES Dordogne Libre, 28/11/2025, p. 8

LES ÉLEVEURS DE CANARDS DEMANDENT DES INDEMNITÉS POUR LA GRIPPE AVIAIRE

Les éleveurs de canards situés près des foyers de grippe aviaire à Grun Bordas (Dordogne) s'inquiètent de ne pas être rapidement indemnisés. Placés en zone de protection et de surveillance depuis le 13 novembre, leur activité est fortement ralentie. Les associations de producteurs et la chambre d'agriculture demandent un soutien financier immédiat, soulignant que les restrictions se prolongent à chaque nouveau cas. Le ministère de l'Agriculture a débloqué 4 millions d'euros pour les pertes jusqu'au 31 juillet, mais rien pour les dégâts récents.

SOURCES Ici Périgord, 23/11/2025, en ligne.



REVENDICATIONS

CHARENTE-MARITIME

PERSONNELS ET FAMILLES MANIFESTENT DEVANT L'EHPAD DE MARENNES

Une centaine de personnes, personnel et familles, ont défilé mardi à Marennes (Charente-Maritime) pour dénoncer les conditions de travail à l'Ehpad local. Sous-effectif constant, journées de repos non respectées, diminution des repas et du confort des résidents : les soignants évoquent un « cycle infernal » depuis la mise en place du Plan de performance 2024. Les représentants des syndicats, dont la CGT et Sud, alertent sur l'épuisement des équipes et la difficulté à retenir le personnel.

SOURCES Sud Ouest Charente-Maritime, 26/11/2025, p. 14

GIRONDE

L'INTERSYNDICALE CGT-FO CONTESTE LE PLAN DU PÔLE DE SANTÉ D'ARCACHON

Plusieurs dizaines de soignants se sont rassemblés mardi devant le Pôle de santé d'Arcachon (Gironde) à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO pour dénoncer le plan de retour à l'équilibre financier. L'établissement doit combler 4,8 millions d'euros de déficit d'ici 2029, conformément à une circulaire nationale. Le plan prévoit notamment la baisse des « stagiairisations » et la suppression de dix postes d'agents de service hospitalier d'ici fin 2026, ce que la direction présente comme des non-renouvellements de contrats.

SOURCES Sud Ouest Bassin d'Arcachon, 26/11/2025, p. 18

LOT-ET-GARONNE

LA CFDT RETRAITÉS 47 REMPLACE L'UTR 47 ET POURSUIT SES COMBATS

L'assemblée générale du syndicat CFDT Retraités 47 s'est tenue récemment à Agen. Première AG sous ce nouveau nom, qui remplace l'ex-UTR 47, elle a réaffirmé les valeurs de solidarité et de justice sociale. Les revendications portent sur le pouvoir d'achat, l'accès aux soins, le logement adapté et le soutien aux aidants. Trois nouveaux membres entrent au conseil.

SOURCES La Dépêche du Midi, édition du Lot-et-Garonne, 24/11/2025, p. 12

GIRONDE

A LA SALLE DE SPECTACLES DE MÉRIGNAC, L'INQUIÉTUDE RESTE TENACE

Au Pin Galant, à Mérignac (Gironde), le personnel reste inquiet malgré les assurances du nouvel exploitant S-Pass et de la mairie sur la continuité et l'autonomie, après le changement de gestionnaire de la salle de spectacles, cet été. Deux cadres sont en arrêt maladie depuis mi-octobre, et un courrier d'alerte pour risques psychosociaux a été adressé fin octobre. Le changement de statut de la salle, de société d'économie mixte (SEM) à société en nom propre (SNP), implique la renégociation des accords d'entreprise avant octobre 2026. Les élus promettent réunions et visites plus fréquentes pour apaiser les relations sociales et maintenir la garantie des salaires.

SOURCES Sud Ouest Bordeaux Agglo, 26/11/2025, p. 18-19

HAUTE-VIENNE

UNE CENTAINE DE PERSONNES MOBILISÉES POUR L'UPE2A ALLOPHONE À LIMOGES

Une centaine de personnes se sont rassemblées mardi devant le collège Pierre-Donzelot de Limoges pour soutenir l'UPE2A, unité accueillant chaque année plus de 60 élèves allophones. Les participants (enseignants, élus, syndicats et associations) craignent une fermeture progressive de l'unité à la rentrée 2026, malgré une pétition en ligne réunissant près de 1 700 signatures. Le Rectorat assure qu'il n'est pas question de suppression, mais seulement d'un transfert éventuel vers un autre collège pour garantir la proximité et l'intégration des élèves dans le cadre de l'école inclusive.

SOURCES Le Populaire du Centre, 26/11/2025, p. 8

Aux prud'hommes, en correctionnelle,
en appel ou au tribunal administratif,

AQUSOCIAL
se fait l'écho
de la justice sociale



REVENDICATIONS

CREUSE

LA CGT ET LA FSU DE LA CREUSE MOBILISÉES CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

À l'occasion de la Journée internationale de mardi, la FSU 23 et l'UD-CGT 23 ont rappelé leur engagement quotidien contre les violences faites aux femmes. Les syndicats ont distribué flyers, outils et « violentomètres » pour sensibiliser et encourager la libération de la parole, y compris hors du cadre professionnel. Ils dénoncent toutefois une baisse annoncée de 47 % des crédits dédiés à l'égalité et à la lutte contre les violences dans le projet de loi de finances, un « paradoxe » alors que cette cause avait été érigée en priorité nationale.

SOURCES

La Montagne, édition de la Creuse, 27/11/2025, p. 7

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES SYNDICATS MOBILISÉS CONTRE LA GOUVERNANCE DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANT

Une centaine de salariés de la Sauvegarde de l'enfant à l'adulte du Pays basque (Seapb) ont manifesté jeudi devant l'antenne bayonnaise du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques.

Les syndicats FO, Unsa, CFE-CGC, LAB et CFTD dénoncent la gouvernance de l'association, réclament des moyens pour les équipes de terrain et un management plus humain. Une nouvelle directrice générale prend ses fonctions lundi 1^{er} décembre, accompagnée d'un directeur des établissements. Un directeur AEMO arrivera ultérieurement.

Le service d'accueil d'urgence et la Mecs Lanerat seront transférés, sans suppression de postes. L'administration provisoire reste en place jusqu'en février.

SOURCES

Sud Ouest Béarn & Soule, 28/11/2025, p. 13

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

SYNDICATS ENSEIGNANTS ET ÉTUDIANTS MOBILISÉS CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ À LA FAC

Les syndicats enseignants et étudiants de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, dont le SNESUP-FSU, dénoncent une « politique d'austérité » alors que l'établissement prévoit un déficit de 3,8 millions d'euros. Plusieurs filières (STAPS, droit, éco-gestion, sociologie) devraient encore réduire leurs capacités d'accueil à la rentrée 2026-2027. Les syndicats alertent aussi sur des conditions de travail dégradées, avec des groupes de TD élargis et des contractuels sans visibilité. Le président de l'UPPA évoque des charges imposées par l'État sans compensations. Une mobilisation est annoncée le 2 décembre à Pau et Bayonne.

SOURCES

Ici Pays Basque, 27/11/2025, en ligne.

VIENNE

ENSEIGNANTS ET PARENTS RÉCLAMENT UN REP+ POUR LE COLLÈGE DE BUXEROLLES

Enseignants et parents du collège Jules-Verne de Buxerolles, dans la Vienne, se sont mobilisés jeudi à l'appel de la CGT pour réclamer son classement en REP+. L'établissement, déjà en REP, affiche 67 % d'élèves boursiers, 42 nationalités et de fortes difficultés sociales, notamment la précarité alimentaire. Le personnel dénonce une usure professionnelle liée au manque de moyens et revendique des effectifs réduits, davantage d'encadrement et un renforcement du soutien scolaire. Les élus départementaux ont apporté leur soutien et la députée Lisa Belluco portera la demande au ministre.

SOURCES

France 3 Nouvelle-Aquitaine, 27/11/2025, en ligne.

ORGANISMES DE FORMATION



PRESENTEZ VOS OFFRES

PUB@AQUISOCIAL.FR



DROIT DU TRAVAIL

DEUX-SÈVRES

AMENDE REQUISE CONTRE BELLAVOL, QUATRE ANS APRÈS UN GRAVE ACCIDENT DU TRAVAIL

Hier, la société Bellavol, basée à Moncoutant, a comparu devant le tribunal correctionnel de Niort après un grave accident du travail survenu en juillet 2021. Un salarié avait eu le pied broyé dans un hygiéniseur après une chute, entraînant une amputation partielle. L'inspection du travail reproche à l'entreprise une plateforme inadaptée et une formation insuffisante. Bellavol conteste, invoquant des contrôles externes et une formation réalisée quatre jours avant l'accident. Le parquet a requis 20 000 € d'amende. Délibéré le 22 janvier 2026.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 28/11/2025, en ligne.

VIENNE

LES ENSEIGNANTS DU COLLÈGE DE MONTMORILLON DÉNONCENT LE HARCÈLEMENT D'UNE PROF

Une trentaine d'enseignants de la cité scolaire Jean-Moulin de Montmorillon, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CNT, FO, FSU et SNALC, a cessé les cours lundi pour dénoncer un malaise persistant et une situation de harcèlement moral visant une collègue aujourd'hui en arrêt maladie. Serait en cause une petite partie de l'équipe pédagogique.

Les représentants affirment alerter le rectorat depuis plusieurs mois sans réponse jugée suffisante.

Les grévistes ont demandé une audience au rectorat.

Les cours ont repris mardi.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 25/11/2025, p. 20



ACCORDS D'ENTREPRISE

CORRÈZE

CORRÈZE HABITAT SUPPRIME LA PRIME D'ANCIENNETÉ MAIS REVOIT SES SALAIRES MINIMAUX

Corrèze Habitat et la déléguée syndicale FO ont signé un avenant révisant l'accord de 2012 sur la classification et les rémunérations.

Applicable au 1^{er} janvier 2026, il met en place une nouvelle grille fondée sur la Convention collective nationale de l'Habitat social : 13 classes d'emplois, avec salaires minimaux hiérarchiques revus (de 1 801,80 € pour les employés à 5 290,45 € pour les cadres supérieurs). Le texte acte la fin de la prime d'ancienneté, crée un dispositif clarifié de prime d'objectifs, et garantit l'absence de baisse de rémunération lors du reclassement. Un suivi annuel est prévu, avec possibilité de révision en cas d'évolution des emplois.

SOURCE

Légifrance



[Le texte de l'accord](#)

LANDES

UN ACCORD D'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES CONCLU CHEZ MLPC INTERNATIONAL

MLPC, filiale d'Arkema basée à Rion-des-Landes et les syndicats CGT et CFE-CGC ont signé un accord sur l'égalité professionnelle pour la période 2025-2029. Le texte fixe trois axes prioritaires : recrutement, rémunération et développement professionnel. Il prévoit la neutralité totale des offres d'emploi, la formation des recruteurs contre les discriminations, l'analyse annuelle des écarts de salaire et l'objectif de suppression de 100 % des écarts injustifiés. Il garantit un accès équitable à la formation et à la promotion, avec suivi annuel au CSE. L'accord reste en vigueur pour une durée de quatre ans. MLPC est spécialisée dans les produits destinés à la transformation du caoutchouc.

SOURCE

Légifrance

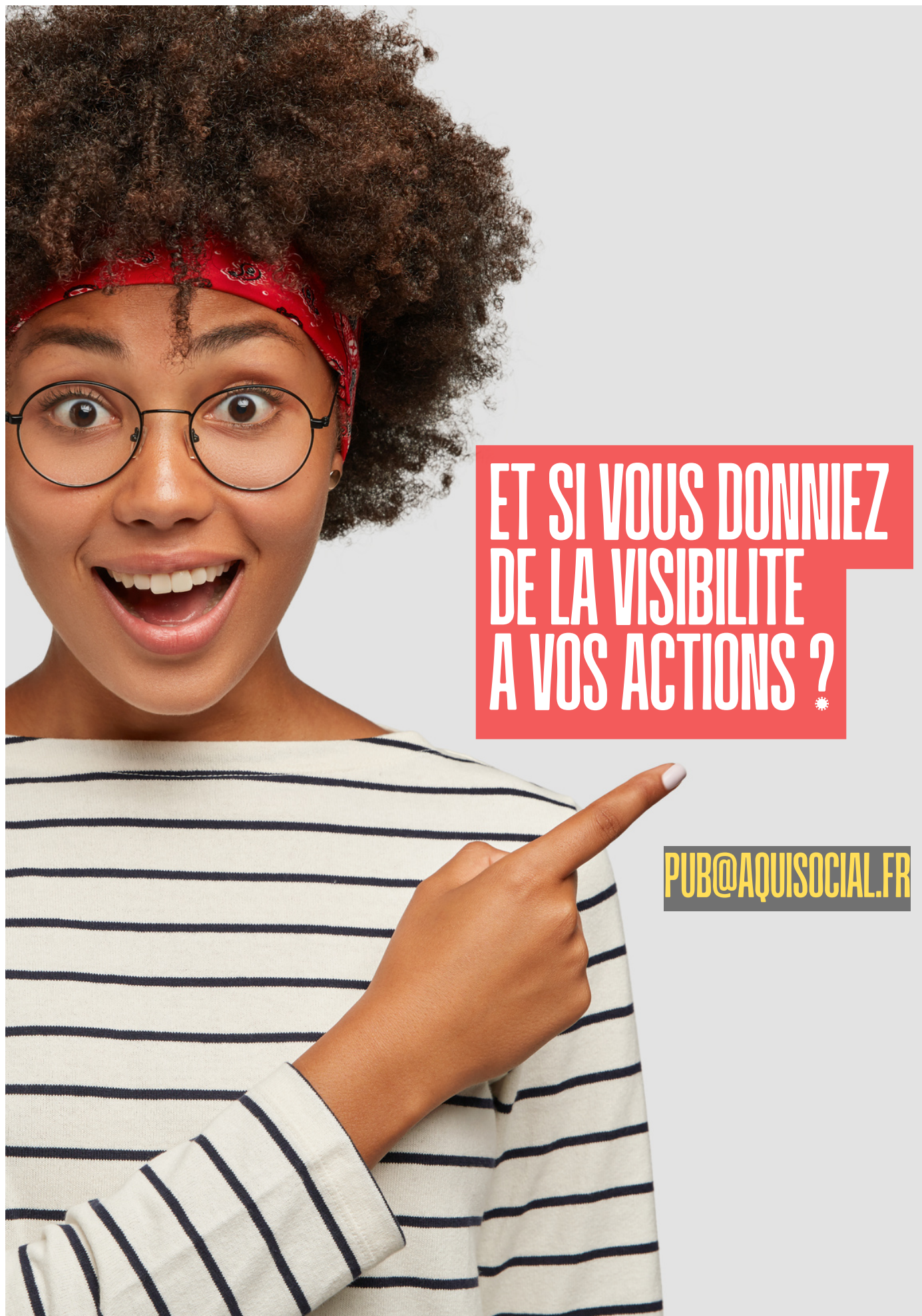


[Le texte de l'accord](#)



Chaque semaine ici

TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



**ET SI VOUS DONNIEZ
DE LA VISIBILITE
A VOS ACTIONS ?**

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

LANDES

LE CENTRE DE FORMATION DE POTEZ PREND SON ENVOL À AIRE-SUR-L'ADOUR

Le centre de formation de Potez Aéronautique à Aire-sur-l'Adour, dans les Landes, inauguré en décembre 2024, prépare aux métiers d'ajusteur monteur de structures aéronefs et d'opérateur matériaux composites hautes performances. Une quinzaine de stagiaires y apprennent des gestes de précision pour l'aéronautique. La structure complète l'offre des autres sites du groupe, notamment à Bordeaux et à Bayonne. Il forme également des salariés d'autres entreprises du secteur.

SOURCE

sudouest.fr, 22/11/2025, en ligne.

DORDOGNE

LES NOUVELLES RECRUES PRÊTENT SERMENT CHEZ LES FACTEURS DE LA DORDOGNE

Le 18 novembre, à Marsac-sur-l'Isle près de Périgueux, 42 nouveaux facteurs ont prêté serment lors d'une cérémonie organisée par La Poste. Une factrice a lu les engagements au nom de ses collègues, avant que chacun ne déclare « j'en fais le serment ». La Poste rappelle avoir recruté environ 70 facteurs dans le Périgord depuis 2024, où elle emploie 800 collaborateurs.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne, 24/11/2025, p. 13

CHARENTE

LE CENTRE SOCIOCULTUREL DE BARBEZIEUX DOIT FERMER SON CHANTIER D'INSERTION

Le centre socioculturel de Barbezieux, en Charente, mettra fin le 28 février à son chantier d'insertion maraîchage, actif depuis quinze ans. L'activité, déficitaire d'environ 60 000 € par an, ne peut plus être financée malgré le soutien de la municipalité et l'investissement des salariés et bénévoles. Trois permanents sont concernés, avec un risque de licenciement économique, et douze contrats d'insertion ne seront pas renouvelés. Le centre socioculturel se recentre désormais sur ses missions enfance-jeunesse.

SOURCECharente Libre,
25/11/2025, p. 21

GRAND COGNAC VEUT DOPER SA POLITIQUE D'INCLUSION AVEC CAP EMPLOI

Grand Cognac renforce sa politique d'inclusion grâce à une convention signée en juillet avec Cap Emploi. Jeudi 20 novembre, l'Agglo a organisé dix duos dans le cadre du DuoDay, une immersion d'une journée pour des personnes en situation de handicap, notamment à l'accueil de l'hôtel d'agglomération et au service urbanisme. L'objectif est d'accroître ces actions l'an prochain. La collectivité compte aujourd'hui 400 agents dont une vingtaine reconnus travailleurs handicapés, soit 5,67 %. Elle vise à dépasser le seuil légal de 6 % et à multiplier immersions, aménagements de postes et actions de sensibilisation.

SOURCECharente Libre,
21/11/2025, p. 20

Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL
l'hebdo qui élargit votre horizon
Chaque vendredi après-midi





EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

93 988

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

18,84%
VS SEMAINE DERNIÈRE

CHARENTE

LE TRANSPORTEUR BRÉGER PREND SES AISES À VARS ET PRÉVOIT 30 RECRUTEMENTS

Les Transports Bréger inaugureront fin décembre une nouvelle plateforme logistique de 6 000 m² à Vars, en Charente. Ce bâtiment, visible depuis la RN10, portera à 26 000 m² la surface totale du groupe dans le département, déjà implanté à Roullet-Saint-Estèphe (10 000 m²) et La Couronne (4 000 m²). L'entreprise, qui emploie 110 salariés, mise sur la décarbonation : toiture photovoltaïque pour alimenter les sites de Vars, bornes de recharge et arrivée attendue de camions électriques, en plus d'une flotte dont 20 % roule déjà au biogaz. Une trentaine d'embauches est envisagée.

SOURCE Charente Libre, 28/11/2025, p. 29

GIRONDE

BAAM, LA PLATEFORME GIRONDINE POUR LES MÉTIERS DE L'AUTONOMIE VA S'ÉTENDRE

La plateforme Baam, créée il y a trois ans en Gironde pour faciliter le recrutement dans les métiers de l'autonomie, va être généralisée à tous les départements d'ici 2027. Portée par la Fondation Bagatelle et associée à France Travail, la CNSA, le Département et l'ARS, elle permet la mise en relation de candidats et d'employeurs, ainsi qu'un accompagnement personnalisé. En Gironde, 70 participants ont déjà bénéficié d'entretiens et de formations, avec un taux de réussite de 28 %.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 26/11/2025, p. 12

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LA MÉTALLURGIE A EMBAUCHÉ PLUS DE 10 000 PERSONNES DANS LE DÉPARTEMENT

Vendredi passé, à l'hippodrome de Pau, l'UIMM Adour Atlantique a renouvelé ses partenariats avec France Travail et Cap Emploi Béarn. L'objectif est de soutenir les recrutements dans la métallurgie, un secteur qui doit embaucher 200 000 personnes par an en France. Dans le département, près de 10 300 recrutements ont été réalisés cette année et 800 demandeurs d'emploi ont été formés sur trois ans. L'UIMM insiste sur l'emploi des personnes en situation de handicap, pour lesquels une centaine de recrutements ont été enregistrés.

SOURCE La République des Pyrénées,
24/11/2025, p. 6

DEUX-SÈVRES

LES COLLÉGIENS INVITÉS À PLONGER DANS LE QUOTIDIEN DE L'USINE SAFRAN DE CHAURAY

Trente-deux élèves de quatrième du collège de Secondigny ont passé deux jours la semaine passée dans l'usine aéronautique Safran de Chauray (Deux-Sèvres). Ce temps partagé en immersion, porté par l'industriel, le Medef des Deux-Sèvres et l'Éducation nationale, visait à casser les idées reçues sur le travail en usine. Ce, alors que Safran, qui emploie 700 salariés, propose actuellement 30 à 40 postes dans son usine des Deux-Sèvres. Par binômes, les jeunes ont suivi des salariés de différents métiers afin de réaliser un podcast. Le dispositif tend à ouvrir le champ des possibles et à lutter contre les stéréotypes, entre autres sur la place des filles dans l'industrie.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
23/11/2025, en ligne.



**Transmettez nous
vos infos en direct**
info@aquasocial.fr



EMPLOI & FORMATION

HAUTE-VIENNE

A 20 ANS, STTIL FIÈRE DE SES RÉUSSITES POUR L'EMPLOI À LIMOGES

La Société de travail temporaire d'insertion du Limousin (STTIL) fête ses vingt ans à Limoges. Créée en novembre 2005, elle a permis à plus d'un millier de personnes en insertion socio-professionnelle de trouver un emploi et de participer à de grands chantiers publics et privés. Entreprise solidaire d'utilité sociale, STTIL propose formations professionnelles et accompagnement complet, avec des partenariats avec France Travail, la Mission locale, Cap Emploi et diverses associations locales. En 2023, 80 % des participants ont trouvé un emploi stable.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 26/11/2025, p. 6

DEUX-SÈVRES

A THOUARS, LEUL MENUISERIES PEINE À FIDÉLISER SES SALARIÉS DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

Face à un contexte économique et politique incertain, l'entreprise Leul menuiseries, qui emploie à Thouars (Deux-Sèvres) quelque 400 salariés, voit son chiffre d'affaires reculer de 64 à 60 millions d'euros entre 2023 et 2024. Le marché du travail tendu expose en outre la société à des difficultés de recrutement : seuls 60 % des CDI proposés sont acceptés par le CDD ou intérimaires. Pour renforcer la fidélisation, la maison mise sur sa Leul académie, devenue centre de formation et vitrine du groupe. Un showroom et un espace dédié aux artisans ouvriront courant 2026.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 25/11/2025, en ligne.

CHARENTE

L'EMPLOI ET L'EXPORT EN BERNE, LE MONDE DE L'IMAGE ANIMÉE ESPÈRE UN REBOND

Lors des Radi-Raf (Rencontres Animation Développement Innovation et Rencontres Animation Formation) du secteur, vendredi dernier à Angoulême, le président du Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) a dressé le bilan assez sombre du secteur de l'animation. L'emploi recule : 1173 personnes en Charente (-16 % par rapport à 2023) et 9150 en France (-8 %). L'export chute également, avec seulement 51,2 M€ de ventes à l'étranger. Malgré une production audiovisuelle stable, la crise internationale pèse. Le CNC espère un rebond en 2026, notamment grâce à la modification du décret sur les services de médias audiovisuels à la demande (Smad) .

SOURCE

Charente Libre, 22/11/2025, p. 13

L'ÉCOLE DE CHAUDRONNERIE DE COGNAC SATISFAITE DE SA PREMIÈRE ANNÉE D'EXISTENCE

La nouvelle école de production en chaudronnerie Fer ensemble, ouverte en septembre 2024 à Cognac, a dressé hier un premier bilan jugé « très positif ». L'établissement, porté par une association et soutenu par plusieurs mécènes, affiche un budget équilibré de 400 000 € et une production vendue quatre fois supérieure aux prévisions. La structure, qui prépare au CAP RICS, a accueilli 10 élèves la première année et 12 cette rentrée. L'école vise maintenant à consolider son modèle et n'exclut pas, à terme, une ouverture à d'autres métiers industriels.

SOURCE

Charente Libre, 28/11/2025, p. 23

UNE DOUZAINES D'ENTREPRISES DU GRAND ANGOULÊME ANIMENT DES ATELIERS POUR LES JEUNES

Depuis lundi, la Mission locale du Grand Angoumois accueille Tandem Pro, concept inédit d'une semaine d'ateliers pilotés directement par des entreprises du secteur. Douze jeunes volontaires y apprennent à créer un CV, parler d'eux ou préparer un entretien. Aujourd'hui, six entreprises proposeront un parrainage de six mois pour un suivi personnalisé.

SOURCE

Charente Libre, 25/11/2025, p. 12

CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à 09:00





PLANS & CESSIONS

CHARENTE

LE FUTUR IBIS STYLES D'ANGOULÊME INQUIÊTE LES PETITS HÔTELIERS

Alors que le Brit Hôtel Terminus d'Angoulême a été liquidé le 13 novembre, la construction d'un Ibis Styles de 80 chambres, prévue fin 2026 à côté de la médiathèque L'Alpha, suscite l'inquiétude des petits hôtels indépendants. Ces derniers pointent la concurrence accrue des meublés touristiques et le contexte difficile du tourisme d'affaires. Pour GrandAngoulême, l'objectif est de développer l'accueil de groupes importants, souvent difficiles à loger dans les structures existantes.

SOURCE

Charente Libre, 26/11/2025, p. 11

LE RETOUR DU PROJET DE TAXE SUR LES E-LIQUIDES INQUIÊTE LES BOUTIQUES DE VAPOTAGE

Les boutiques de vapotage s'alarment d'un article du projet de loi de finances examiné jeudi 27 novembre, qui assimile la vape au tabac. Le texte prévoit une hausse des taxes sur les e-liquides, l'interdiction de la vente en ligne et un agrément obligatoire calqué sur celui des bureaux de tabac. À Angoulême, La Couronne, et Cognac, des patrons s'inquiètent. L'un d'eux, installé depuis une décennie en plusieurs points du département, craint des conséquences directes pour ses 14 salariés.

SOURCE

Charente Libre, 27/11/2025, p. 10

LE GOLF DE LA PRÈZE EN REDRESSEMENT APRÈS 60 K€ DE COTISATIONS IMPAYÉES

En fin de semaine dernière, le tribunal de commerce d'Angoulême a placé la SAS Golf international de la Prèze, à Ecuras (Charente), en redressement judiciaire après une assignation de l'Urssaf pour plus de 60 000 € de cotisations impayées. La mandataire judiciaire dispose d'une période d'observation jusqu'au 20 mai 2026 pour redresser les comptes. L'ancien propriétaire critique la gestion actuelle et s'inquiète de l'avenir du site et de sa dizaine de salariés.

SOURCE

Charente Libre, 22/11/2025, p. 16

CHARENTE-MARITIME / DORDOGNE

HEMORRAGIE DE FERMES EN CHARENTE-MARITIME, PLUS DE VIGUEUR EN DORDOGNE

Entre 1988 et 2020, le nombre de fermes a chuté de 16.000 à 5.800 en **Charente-Maritime**, soit une baisse de 64 %, selon une cartographie interactive publiée par le mouvement Terre de liens. Sur le périmètre de l'agglomération de La Rochelle, on est passé de 620 à 210 exploitations. Le phénomène touche toutes les intercommunalités. Cette concentration des exploitations, au détriment de l'emploi agricole et de l'environnement, pourrait s'accroître avec le départ à la retraite d'un quart des agriculteurs d'ici 2030. En **Dordogne**, la chambre d'agriculture se réjouit de constater qu'à contrario l'hémorragie semble stoppée. Avec une offre d'une quarantaine de productions, le département séduit des jeunes de toute la France. La MSA a observé que le solde de renouvellement était positif dans le département, la tendance globale étant à l'inverse.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime, 26/11/2025, p. 13
Ici Périgord, 26/11/2025, en ligne.

DORDOGNE / HAUTE-VIENNE

LA NOIX DU PÉRIGORD FRAGILISÉE, LA CHATAIGNE DU LIMOUSIN EN GRANDE FORME

Lundi, Michel Campagnaud, animateur de l'Association nationale noix de France, a alerté sur la concurrence étrangère qui fragilise la noix du **Périgord**. Malgré une récolte 2025 plus faible (15 000 à 18 000 tonnes), les noix restent de très bonne qualité, mais de plus petit calibre, moins demandées à l'export. L'arrivée massive de noix chinoises et la fin des droits de douane sur les noix américaines accentuent la pression. La filière demande un soutien national pour préserver le deuxième verger de France. La châtaigne du **Limousin**, en revanche, affiche une forme resplendissante. Relancée il y a quinze ans par la coopérative Limdor via la plantation de châtaigniers, elle a dépassé cette année le cap symbolique des 1 000 tonnes produites. L'exigence de qualité est atteinte, selon la filière.

SOURCES

Dordogne Libre, 25/11/2025, p. 3
Ici Limousin, 26/11/2025, en ligne.



PLANS & CESSIONS

DORDOGNE

CINQ REPRENEURS POTENTIELS POUR LES PAPETERIES DE CONDAT, DÉCISION EN JANVIER

Placées en redressement judiciaire depuis fin octobre, les papeteries de Condat, au Lardin-Saint-Lazare en Dordogne attirent cinq candidats à la reprise, ont indiqué mercredi les administrateurs lors d'un point d'étape au tribunal spécialisé de Bordeaux, en présence de l'intersyndicale CGT, FO et CFE-CGC. Parmi eux : la Scic Condat Papers, portée par la CGT et soutenue par Finesta, qui propose un rachat symbolique pour maintenir l'activité ; la Société de participation de la Braye, offrant 1 million d'euros pour transformer le site en « techno park » avec seulement 20 salariés repris ; les groupes Riccobono et Fedrigoni ; et enfin une société majeure basée à New Delhi. Une décision est attendue fin janvier, après dépôt des offres avant Noël et une audience mi-janvier.

SOURCES

Sud Ouest toutes éditions, 27/11/2025, p. 4

CORRÈZE

LES SYNDICATS DÉCOUVRENT DANS LA PRESSE LA RÉFORME DES CEF MAIS L'APPROUVENT

Mercredi, le garde des Sceaux a annoncé la fin progressive des centres éducatifs fermés (CEF) pour mineurs, remplacés par des « foyers d'éducation renforcée ». En Limousin, les CEF de Moissannes (Haute-Vienne) et Soudaine-Lavinadière (Corrèze), gérés par des associations, ne sont pas concernés dans un premier temps. Le SNPES-PJJ/FSU dénonce une annonce « découverte dans la presse », mais reconnaît que le virage éducatif répond à des constats de terrain, visant scolarité, santé mentale et lutte contre les addictions.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 28/11/2025, p. 4

EN RÉGION

LES RADIOS ASSOCIATIVES TOUJOURS DANS LA TOURMENTE DANS LA RÉGION

Le quotidien Sud Ouest consacrait son dossier du jour, hier, aux radios associatives dans la tourmente face au projet de loi de finances 2026, qui prévoit de réduire de 44 % le Fonds de soutien à l'expression radiophonique, passant de 35,6 à 19,6 millions d'euros. Dans les **Pyrénées-Atlantiques**, Radio Oloron perdrait ainsi 34 000 €, soit un quart de son budget, menaçant ses quatre salariés. D'autres antennes du département disent leurs inquiétudes. A l'échelle nationale, 770 radios locales, dont le financement public représente en moyenne 40 % des ressources, sont concernées et menacées pour certaines de fermeture. On a déjà rapporté ici comment la situation impactait les radios dans les Deux-Sèvres, dans la Vienne, dans la Creuse, en Lot-et-Garonne et en Dordogne.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 27/11/2025, p. 2-3

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

ALPHA CHITIN LIQUIDÉE MET FIN À LA PROMESSE D'UNE CENTAINE D'EMPLOIS EN BEARN

La start-up Alpha Chitin, implantée depuis octobre 2021 dans le bassin de Lacq (Pyrénées-Atlantiques), a été discrètement liquidée cet été après avoir reçu près de 5 millions d'euros d'aides publiques et levé trois fois plus de fonds. Soutenue par l'État, la Nouvelle-Aquitaine, le Département et la communauté de communes Lacq-Orthez, elle promettait une centaine d'emplois grâce à la production de chitosane d'origine naturelle. Mais pénuries de matière, procédés instables et finances fragiles ont conduit à l'arrêt du projet. Les huit derniers salariés ont été reclassés localement.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 26/11/2025, p. 6



PLANS & CESSIONS

GIRONDE / CHARENTE

RACHETÉE PAR GDCOM, L'ENTREPRISE DE CARTONNAGE ÉCHAPPE À LA LIQUIDATION

Implantée à Peujard, en Gironde, et à Fléac, en Charente, l'entreprise de cartonnage Mauco Cartex, en redressement judiciaire depuis mai, a été rachetée à la barre du tribunal par le groupe GDCOM le 3 novembre dernier. Sur 73 salariés, 54 sont repris, dont 13 à Fléac. Les deux sites conservent leur nom et toutes leurs activités. GDCOM (570 salariés 60 M€ de CA), spécialisé dans la communication et le marketing, permettra à Mauco Cartex de poursuivre sa diversification et de sécuriser les emplois.

SOURCE

Charente Libre,
22/11/2025, p. 4

GIRONDE

LES DÉMÉNAGEURS ESPÈRENT REDÉMARRER L'AN PROCHAIN

Réunis à Bordeaux jeudi et vendredi passé, les professionnels du déménagement (11 000 salariés en France) constatent un secteur frappé par la crise immobilière et par la concurrence d'auto-entrepreneurs. En Gironde, ils entrevoient toutefois des signes positifs pour l'an prochain : une légère reprise annoncée des transactions immobilières, la stabilisation des jeunes entreprises d'activité et des perspectives économiques moins dégradées.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
24/11/2025, p. 13

CORRÈZE

LA CORRÈZE MET EN SCÈNE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE À TRAVERS LE THÉÂTRE

Une soirée originale autour de la transmission d'entreprise se tenait hier à Argentat-sur-Dordogne, en Corrèze. La CCI, la Chambre de métiers et la Région proposaient une conférence théâtralisée intitulée Cédant-repreneur, un mariage de raison, jouée par la troupe Théâtre à la carte. Des saynètes humoristiques inspirées de situations réelles pour aborder les étapes clés de la cession et de la reprise.

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze,
26/11/2025, p. 5

DORDOGNE

TRENTE-TROIS SALARIÉS TOUJOURS DANS L'INCERTITUDE APRÈS LA FERMETURE DE ROUGIÉ

Un an après la fermeture du site des foies gras Rougié à Sarlat, en Dordogne, le quotidien Sud Ouest a pris des nouvelles des 73 salariés concernés. Quarante ont retrouvé un emploi, entamé une formation ou pris leur retraite. Trente-trois anciens salariés restent dans une situation difficile, notamment pour les postes de production et R&D. La cellule d'accompagnement, active jusqu'en mai 2026, offre un suivi individualisé, avec le soutien de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
22/11/2025, p. 20f

LANDES

LE LABO FERME À GRENADE-SUR-L'ADOUR, LES DEUX SALARIÉES SERONT RECLASSÉES

Le laboratoire d'analyses médicales Biopole de Grenade-sur-l'Adour, dans les Landes, fermera ses portes le 24 décembre. Les deux salariées seront reclassées dans le site de Saint-Pierre-du-Mont. La décision, motivée par des contraintes financières, a été confirmée après rencontre entre la maire de la commune, le président de la Communauté de communes et la direction de l'entreprise.

SOURCE

sudouest.fr,
21/11/2025, en ligne.

LA CCI DES LANDES PRÉOCCUPÉE PAR LES COUPES BUDGÉTAIRES

Lors de son assemblée générale, vendredi 21 novembre, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Landes a alerté sur la coupe budgétaire envisagée par le gouvernement. Une réduction d'un tiers de son budget mettrait en danger l'emploi local et fragiliserait, à l'échelon national, 62 établissements sur 99, selon Alain Di Crescenzo, président des CCI de France, présent à la réunion. La CCI des Landes compte une quarantaine de salariés et accompagne quelque 1 500 créateurs d'entreprises et porteurs de projets.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
25/11/2025, p. 15



INVESTISSEMENTS

CHARENTE

2 M€ POUR UNE CHAÎNE D'ANALYSES MODERNE À SOYAUX

Le laboratoire Laboffice, installé à côté du centre clinique de Soyaux, s'est doté d'une chaîne d'analyses entièrement robotisée de 2 millions d'euros. Le nouvel équipement, capable de traiter 4 500 tubes par jour, a rejoint cet été un bâtiment de 1 600 m² conçu pour être très économe en énergie. Laboffice, structure indépendante qui travaille notamment avec le centre clinique de Soyaux et la clinique Saint-Joseph, emploie 45 personnes.

SOURCE

Charente Libre, 27/11/2025, p. 12

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX



VIENNE

L'ORÉAL INVESTIT DANS UN NOUVEAU LABORATOIRE À LA ROCHE-POSAY

La marque dermo-cosmétique La Roche-Posay a fêté hier ses 50 ans en inaugurant un nouveau laboratoire sur son site historique de la commune du même nom, dans la Vienne. Propriété de L'Oréal, La Roche-Posay poursuit son expansion : le site produit jusqu'à un million de soins par jour, une cadence doublée en dix ans grâce à la modernisation des lignes. Le labo, dédié à l'analyse et à la gestion durable de l'eau thermale, renforce les contrôles et la traçabilité, répondant à des normes plus strictes. Avec un CA de 3 milliards d'euros, la marque reste un poids lourd.

SOURCE

France 3 Nouvelle-Aquitaine, 27/11/2025, en ligne.



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Cerinnov <i>Machines de prod. céramique</i>	Limoges (87)	0,14€	40,00%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	23,50€	5,38%
Eaux de Royan <i>Distribution d'eau</i>	Royan (17)	44,20€	5,24%
Cheops technology <i>Services informatiques</i>	Canéjan (33)	61,00€	2,52%
Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	950,00€	2,15%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	130,55€	0,73%
Oeneo <i>Vitvinicole</i>	Cognac (16)	9,16€	0,44%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,88€	0,35%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Nous suivons 26 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE

Infographie Aquisocial / Google Finance / Euronext

+1,48 %

...vendent

Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i>	Limoges (87)	6,04€	-11,95%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	0,73€	-10,98%
Immersion <i>Logiciels</i>	Bordeaux (33)	1,39€	-7,33%
Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i>	Morcenx (40)	0,60€	-4,76%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,30€	-4,17%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	0,78€	-2,50%
Fontaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	101,40€	-2,50%
Poujoulat <i>Fabrication de cheminées</i>	Niort (79)	7,24€	-2,16%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	39,12€	-2,10%
Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	14,80€	-1,99%
Mon Courtier Energie <i>Courtier en énergie</i>	Bordeaux (33)	5,20€	-1,89%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	5,00€	-0,99%
Aelis Farma <i>Biotechnologie</i>	Bordeaux (33)	1,12€	-0,88%
Hydrogène de France <i>Stockage pétrolier</i>	Blanquefort (33)	3,98€	-0,75%



INVESTISSEMENTS

EN RÉGION

LA SNCF ANNONCE DES AMÉLIORATIONS DE DESSERTES À PARTIR DE L'AN PROCHAIN

La SNCF annonce un renforcement notable des dessertes dans le Sud-Ouest, avec 1,5 million de places supplémentaires. Dès samedi 14 décembre, une nouvelle ligne Ouigo Paris-Hendaye via Bayonne, Biarritz et Saint-Jean-de-Luz augmentera de 25 % l'offre vers la Côte basque. Au printemps 2026, la ligne Bordeaux-Paris bénéficiera de rames doublées aux heures de pointe, soit 2 000 places de plus (+10 %). La liaison Bordeaux-Lyon sera rétablie mi-2027, avec un trajet réduit à cinq heures et des billets à moins de 30 €. La SNCF prévoit aussi des TGV interrégionaux entre Tours et Bordeaux en 2027, permettant une arrivée à Bordeaux dès 8 heures.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 28/11/2025, p. 9

CREUSE

LA POSTE CONSTRUIT UNE PLUS GRANDE PLATEFORME DE DISTRIBUTION À GOUZON

Un nouveau centre de tri de La Poste est en construction à Gouzon, dans la Creuse. Le bâtiment de 800 m² regroupera les facteurs d'Évaux-les-Bains, Boussac, Auzances et Chénérailles, devenant la plus grande plateforme de distribution du département. La Poste explique ce choix par la chute de 60 % du courrier en 15 ans et le doublement des colis depuis la crise sanitaire, avec 1 000 colis livrés par jour dans l'est de la Creuse. Le site, mieux équipé pour limiter la manutention, doit améliorer les conditions de travail. Une cinquantaine de postiers, dont quatre créations de postes, y travailleront.

SOURCE

Ici Creuse, 27/11/2025, en ligne.

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRESENTEZ VOS SOLUTIONS D'ÉPARGNE SALARIALE

PUB@AQUISOCIAL.FR



FAITS-DIVERS

GIRONDE

L'AUTEUR DU MAIL RACISTE CONTRE LE MAIRE ET LA DIRECTRICE A ÉTÉ CONDAMNÉ

Un habitant de 51 ans a été condamné mercredi par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour avoir envoyé, le 27 septembre, des e-mails racistes et menaçants au maire et à la directrice du CCAS d'Ambarès-et-Lagrave. Schizophrène non traité à l'époque, il a présenté ses excuses à l'audience, sans toutefois assumer ses propos. Le parquet avait requis huit mois de prison avec sursis, le prévenu a écopé de six mois avec injonction de soins.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
27/11/2025, p. 20a

CHARENTE-MARITIME

PRISON AVEC SURSIS POUR LE KINÉ QUI PRATIQUAIT DES ATTOUCHEMENTS

Le tribunal correctionnel de La Rochelle a condamné jeudi un masseur-kinésithérapeute de 58 ans d'Andilly à un an de prison avec sursis et six mois d'interdiction d'exercer. Il était accusé d'avoir massé la poitrine de trois patientes en utilisant la méthode niromathé, technique contestée, et pratiquée sans consentement. Les plaignantes ont décrit des gestes « commis par surprise » et traumatisants. Le praticien ne pourra plus pratiquer cette méthode.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
28/11/2025, p. 14

LANDES

UN AN DE PRISON REQUIS CONTRE LE JEUNE LANDAIS QUI PROPOSAIT DE FAUX ARRÊTS

Un landais de 23 ans était jugé mardi par le tribunal de Mont-de-Marsan. Il lui est reproché d'avoir proposé des milliers de faux arrêts maladies pendant un an, avant d'être découvert en avril dernier. Le prévenu avait réalisé un site internet par l'intermédiaire duquel il proposait ce service illégal entièrement généré par un code de son invention, moyennant quelques euros. Son activité lui a rapporté quelque 175 000 € et le préjudice est considérable pour la caisse d'assurance maladie, qui versait des indemnités. Le parquet a requis un an de prison ferme, aménageable avec un bracelet électronique. Délibéré le 16 décembre.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 27/11/2025, p. 12



**Prenez
vite
votre
encart**



PUB@AQUISOCIAL.FR

Une cinquantaine de plans et cessions
sont relatés tous les mois par
les médias en Nouvelle-Aquitaine

AQUSOCIAL

les compile chaque jour
et les synthétise pour vous
toutes les semaines



FAITS-DIVERS

GIRONDE

L'ANCIEN SALARIÉ D'ENEDIS TRAFIQUAIT LES COMPTEURS LINKY POUR DE L'ARGENT

Un sexagénaire, ancien salarié d'Enedis, a comparu lundi pour avoir modifié 487 compteurs Linky afin de réduire artificiellement la consommation d'électricité de particuliers, moyennant jusqu'à 800 € l'intervention.

Le parquet a requis deux ans de prison avec sursis et la confiscation de ses biens. Enedis réclame plus de 1,2 M€ de préjudice. Le prévenu reconnaît seulement une centaine de manipulations. Le délibéré est attendu le 19 janvier.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
25/11/2025, p.6

CHARENTE

UN FAUX TRANSPORTEUR DÉROBE PLUS DE 10 000 BOUTEILLES DE COGNAC

Jeudi dernier, deux maisons de négoce de Cognac ont été victimes d'une arnaque au faux transporteur. Au total, 20 palettes, soit près de 12 000 bouteilles, ont été dérobées chez Peyrat et Hardy par un homme se présentant avec de faux documents CMR (Convention relative au contrat de transport international de Marchandise par Route).

Le préjudice est estimé à 130 000 €. Une troisième maison, Hennessy, numéro un du cognac, a échappé au stratagème. La police nationale de Cognac, saisie par le parquet d'Angoulême, exploite les images de vidéosurveillance.

SOURCE

Charente Libre, 25/11/2025, p. 5

CHARENTE

IL AVAIT AGRESSÉ UN JOURNALISTE : L'EX DIRIGEANT DU CLUB DE RUGBY À L'AMENDE

La cour d'appel de Bordeaux a confirmé vendredi dernier la condamnation d'un ancien dirigeant du club de rugby de Cognac, pour violences sur un ex journaliste du quotidien Charente Libre. Les faits remontent en avril au Parc des Sports de Cognac et faisaient suite à des révélations du journal sur des dysfonctionnements du club.

L'agresseur est condamné à 500 € d'amende et doit verser un peu plus de 3 000 € aux parties civiles, dont le journaliste et le syndicat national des journaliste (SNJ), en réparation des préjudices et frais d'avocat.

SOURCE

Charente Libre,
22/11/2025, p. 4

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

UN GENDARME D'ANGLET BLESSÉ D'UN TIR DE CALIBRE 22 PENDANT UNE INTERVENTION

Dimanche, un gendarme du Psig d'Anglet a été blessé à la jambe par un tir de calibre 22 lors d'une intervention pour un différend conjugal à Ixassou. L'auteur présumé, un homme de 77 ans, a été placé en garde à vue en milieu hospitalier.

Le parquet de Bayonne a ouvert une enquête pour tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
25/11/2025, p. 4

L'AGENDA SOCIAL

a besoin de vos contributions

Aquisocial propose de recenser les principaux événements de la région en lien avec l'actualité sociale.

La rubrique "Agenda" du site www.aquisocial.fr intègre un moteur de recherche qui permet de les parcourir facilement. Elle ne peut exister sans vous, n'hésitez pas à l'abonder avec vos informations. Ecrivez nous !



agenda@aquisocial.fr



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 28/11/2025

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet (Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un panorama structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.

Retrouvez **AQUISOCIAL** sur tous vos écrans

